

RDC: la défiance du peuple envers la commission électorale indépendante (CENI)



A neuf mois des élections, que pensent les Congolais du processus électoral en cours ? C'est le thème d'un sondage rendu public vendredi 30 mars, le troisième sondage commandé par le bureau de sondages BERCI et le Groupe d'études sur le Congo, un centre de recherche de l'université de New York. Plusieurs milliers de personnes ont été interrogées entre 2017 et 2018, dans 25 des 26 provinces du pays, sur le processus en cours qui devrait aboutir à des élections officiellement promises pour la fin de l'année. Et parmi les enseignements de ce sondage, une véritable défiance envers la commission électorale et l'actuel président de la République.

Plus de 95% des personnes interrogées disent s'être enrôlées et vouloir voter. Et pourtant la commission électorale, elle, chargée d'organiser ce scrutin, a perdu la confiance de 69% des Congolais interrogés qui ne la croit plus capable de mener un processus électoral libre, juste et transparent, c'est son plus bas score depuis février 2017. Même chose pour son président Corneille Nangaa, avec 72% d'opinion défavorable.

Mais cette dégringolade dans ce sondage concerne toutes les personnes perçues comme liées à Joseph Kabila ou à la majorité. Le chef de l'Etat en tête, 80% d'opinion défavorable, c'est son pire sondage depuis son arrivée au pouvoir en 2001. 65% des Congolais souhaiteraient le voir annoncer son départ du pouvoir en décembre 2018. Et en début d'année, 74% des personnages interrogés étaient même favorables à une transition sans **Joseph Kabila**. Bruno Tshibala, son Premier ministre, 70% d'opinion défavorable également. Et si le vote se déroulait aujourd'hui, n'importe quelle personnalité de la majorité, en dehors de Joseph Kabila, se retrouverait créditée d'à peine 17% des voix.

Inversement, c'est l'opposition qui tire ses marrons du feu. La personne la plus populaire selon ce sondage reste **Moise Katumbi**, même si il passe de 34% l'an dernier à 24% cette année dans intention de vote. Or c'est aujourd'hui l'un des candidats déclarés à être le plus visé par des procédures judiciaires qui pourraient le rendre inéligible. Pourtant, 24% d'intention de vote, 7 points de plus que le candidat de la majorité, ce n'est pas une si large avance et le vote pour l'opposition reste morcelé. Un seul autre candidat obtiendrait plus de 10%, 13% d'intention de vote pour **Felix Tshisekedi**. Mais tous les candidats de l'opposition réunis représenteraient 66% des personnes interrogées. Dernier enseignement : le soutien aux marches du Comité laïc de coordination.

RFI, 31 mars 2018